



**RÔLE DU FMI DANS LA DÉTERMINATION
DE L'ENVELOPPE DES RESSOURCES EXTÉRIEURES
DES PAYS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

**DOCUMENT DE RÉFLEXION POUR UNE ÉVALUATION DU
BUREAU INDÉPENDANT D'ÉVALUATION**

31 mai 2006

	Page
Table des matières	
Abréviations.....	iii
I. Introduction.....	1
II. Détermination de l'enveloppe des ressources extérieures de l'ASS.....	2
A. L'aide et les autorités des pays	3
B. L'aide et les agences donatrices.....	5

III.	Le FMI et ses critiques.....	6
	A. La démarche du Fonds	6
	B. Les critiques contre le Fonds	9
IV.	Les questions de l'évaluation.....	11
	A. Les diagnostics des programmes	11
	B. La conception et l'exécution des programmes.....	13
	C. Les réponses et les résultats des programmes.....	13
V.	Le programme de travail.....	14
	A. Couverture géographique.....	14
	B. Principales activités	14
Encadrés		
1.	Le FMI et l'aide à l'AfSS	2
2.	Évaluation de la chaîne des résultats	12
Tableau		
1.	Indicateurs de l'aide aux pays de l'Afrique subsaharienne	16
Graphiques		
1.	APD et financement des programmes du FMI en AfSS — 1980–2004	2
2.	Programmes FRPC dans les pays de l'Afrique subsaharienne	15
Annexes		
I.	L'Afrique subsaharienne en un coup d'œil.....	19
Références.....		20

Abréviations

APD	Aide publique au développement
AfSS	Afrique subsaharienne
BAfD	Banque africaine de développement
BIE	Bureau d'évaluation indépendant
CAD	Commission de l'Aide au développement (OCDE)
CENUA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CFMI	Comité financier et monétaire international
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
FMI	FMI monétaire international
CFMI	Comité financier et monétaire international
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
GDP	Gestion des dépenses publiques
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
IMD	Indicateur mondial du développement
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation pour la coopération économique et le développement
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PFR	Pays à faible revenu
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPTE	Pays pauvres très endettés
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
VIH/Sida	Virus de l'immunodéficience humaine/Syndrome de la déficience immunitaire acquise

I. INTRODUCTION

1. La présente évaluation examine le rôle et la performance du FMI dans la détermination de l'enveloppe des ressources extérieures des pays à faible revenu (PFR) d'Afrique subsaharienne (AfSS). Elle s'intéresse à l'aide — principale source de financement extérieur pour ces pays — et en particulier à la façon dont le FMI a joué un rôle d'interface avec les pays bénéficiaires, pour déterminer l'importance et le rythme d'*utilisation* de l'aide, et les donateurs, pour déterminer l'importance et le rythme de la *fourniture de* l'aide.¹ Cette évaluation examine la conception des programmes soutenus par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) — et notamment les hypothèses et analyses sur lesquelles ils sont fondés — ainsi que leur exécution et leur résultats.² Elle examine les politiques et pratiques passées du FMI dans ces domaines, dans le but d'en tirer les leçons pour l'avenir, notamment dans l'optique d'une intensification de l'aide.³

2. Deux critiques, très liées, formulées contre les programmes FRPC en AfSS se trouvent au point de départ de cette évaluation. Selon la première, le FMI a manqué d'ambition en projetant les flux d'aide aux pays de l'AfSS, ce qui en retour peut avoir modéré l'ambition des donateurs et réduit l'ampleur de l'aide effectivement fournie. Selon la seconde, le FMI a limité à tort l'utilisation de l'aide disponible en adoptant des programmes macroéconomiques trop conservateurs, qui peuvent avoir empêché l'embauche dans les pays de nouveaux fonctionnaires, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. L'évaluation s'intéresse également aux relations entre le FMI, les autorités des pays et leurs partenaires de développement, qui font également l'objet de nombreuses critiques extérieures.

3. Les études d'évaluation portant sur la période 1999–2005, s'appuient (lorsque les données le permettent) sur le contexte historique de longue durée afin d'en tirer des enseignements institutionnels et de déterminer les responsabilités. Le programme de travail entrepris comprend une étude quantitative des 44 programmes FRPC lancés pendant cette période et une analyse qualitative des études de cas portant sur des pays particuliers. Des enquêtes et des entretiens — avec les autorités des pays, des représentants des donateurs et de la société civile et des membres des services (de la Banque africaine de développement, du FMI, du PNUD et de la Banque mondiale) viennent appuyer et compléter ce travail. En évaluant la contribution du FMI, l'évaluation considère les multiples aspects du rôle que les services du FMI ont joué vis-à-vis des autorités, des donateurs et des autres partenaires, dans le cadre de l'évolution de l'architecture de l'aide et du paradigme macroéconomique et développemental.

4. Ce document est structuré de la façon suivante : la Section II examine la détermination de l'enveloppe financière extérieure, du point de vue des autorités des pays de l'AfSS et des bailleurs de fonds; la Section III étudie le rôle du FMI, du point de vue de ses propres politiques et pratiques et du point de vue de ses critiques. La Section IV expose les questions que se pose l'évaluation et la Section V le programme de travail.

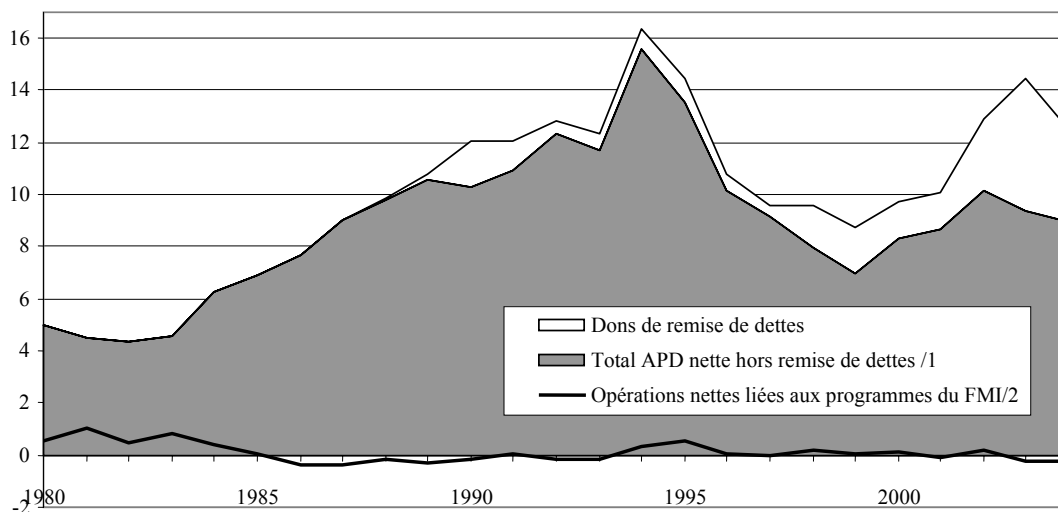
II. DÉTERMINATION DE L'ENVELOPPE DES RESSOURCES EXTÉRIEURES DE L'AFSS

5. Avant d'évaluer la façon dont le FMI a effectué ses tâches dans le domaine du financement extérieur des PFR de l'AfSS, il est essentiel de clarifier le champ de cette tâche. Ce qui nécessite de préciser les problèmes auxquels sont confrontés les responsables effectifs — à savoir les autorités du pays (qui utilisent l'aide et/ou en contrôlent l'utilisation) et les donateurs (qui fournissent l'aide) — dans la gestion des objectifs qu'ils fixent à l'aide extérieure ainsi que les points sensibles où la pression du FMI peut lui permettre d'exercer une influence. Ces questions sont étudiées dans cette section et la suivante. (Voir aussi encadré 1)

Encadré 1. Le FMI et l'aide à l'AfSS

Dans la plupart des pays à faible revenu (PFR) de l'Afrique subsaharienne (AfSS), le FMI est impliqué dans la fourniture de financements extérieurs à la fois directement et indirectement. Son rôle direct comprend un soutien financier effectif, largement au moyen de la FRPC, bien que, concrètement, son apport financier soit assez peu important et soit de courte durée par rapport aux autres sources de financement (voir Graphique 1 ci-dessous). Mais son rôle indirect, au moyen des programmes FRPC, a une portée financière beaucoup plus large, car il touche potentiellement toute la gamme des apports financiers extérieurs complémentaires, qui sont la principale source de financement extérieur pour les PFR de l'AfSS.

Graphique 1. Financements de l'APD et des programmes du FMI en AfSS—1980–2004
(en % du PIB)



Notes : Ce graphique couvre les 29 pays de l'AfSS ayant mis en oeuvre des programmes FRPC, qu'ils ont achevés ou abandonnés.

1/ Intègre l'APD pertinente compensant les écritures liées à l'allègement de la dette.

2/ Total des achats et des décaissements de prêts moins total des rachats et remboursements.

Sources: OCDE-CAD, *Statistiques du développement international* et FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

A. L'aide et les autorités nationales

6. Cette section explore succinctement la relation entre les politiques et l'aide telle que la voient les autorités nationales.⁴ Elle porte sur trois aspects particulièrement importants pour leur travail avec les missions du FMI : i) la capacité d'absorption du pays, en tant que facteur déterminant des bénéfices nets que le pays peut tirer de l'aide; ii) les politiques macroéconomiques du pays, en tant que principal levier sur lequel peuvent jouer les autorités dans l'utilisation de l'aide et enfin iii) l'incertitude portant sur les caractéristiques de l'aide effectivement disponible qui affectent les deux premiers aspects.

Capacité d'absorption de l'aide

7. Pour un pays, est-il toujours préférable de disposer de davantage d'aide de toutes sortes? De nombreuses recherches ont étudié les différents aspects de la capacité d'absorption : aspects macroéconomiques, aspects sectoriels, viabilité et gouvernance — qui peuvent empêcher la concrétisation intégrale des bénéfices de l'aide, si des changements ne sont pas apportés aux politiques menées et aux dispositifs institutionnels du pays.

- Les études sur les aspects *macroéconomiques* de l'aide montrent que l'aide accélère la croissance — notamment lorsque les politiques menées sont bonnes — mais avec des rendements décroissants.⁵ Si l'on débat beaucoup du syndrome du «mal hollandais», les données empiriques n'indiquent pas de problème majeur pour l'AfSS à ce stade; toutefois une surveillance attentive se justifie.⁶
- Les études sur les aspects *sectoriels* de la capacité d'absorption de l'aide s'intéressent généralement à la capacité des secteurs sociaux, santé et éducation notamment, à bien gérer les pointes en volume de l'aide — question qui a pris une nouvelle importance avec l'apparition des fonds verticaux comme principaux véhicules de l'aide à l'AfSS, notamment dans le secteur de la santé — et à la nécessité d'investissements majeurs de renforcement des capacités pour accompagner l'intensification de l'aide.⁷
- En ce qui concerne la *viabilité*, une des questions décisives est la structure prévue des flux d'aide (importance relative des dons et des prêts). Dans le cas des prêts (concessionnels), la question est de savoir si leur rendement permet la couverture des coûts marginaux.⁸ Au plan théorique, les concepts sont simples, mais dans la pratique, les questions sont complexes, car rien ne peut se substituer à une analyse sérieuse des coûts, des avantages et des risques, étant donné l'existence d'incertitudes majeures, notamment en ce qui concerne les effets potentiels du côté de l'offre.⁹
- L'aspect *gouvernance* de la capacité d'absorption examine comment la corruption et le manque de transparence et de responsabilisation des acteurs réduisent les bénéfices nets de l'aide et souligne l'importance des réformes de la gestion des dépenses publiques (GDP) et des efforts associés de développement des capacités.¹⁰ Cela dit, des études récentes suggèrent que des volumes d'aide nettement plus importants

peuvent nuire à la responsabilisation des acteurs locaux et à la capacité du pays à mobiliser ses propres ressources.¹¹

Les politiques nationales et l'utilisation de l'aide

8. Assurément, la qualité des politiques et des institutions nationales affecte les avantages nets tirés de l'utilisation de l'aide sur l'ensemble des aspects évoqués ci-dessus. Mais les politiques macroéconomiques affectent aussi le niveau de l'aide qu'un pays peut effectivement utiliser au cours d'une période donnée, la politique budgétaire et la politique monétaire pouvant nuire à l'efficacité l'une de l'autre si elles ne sont pas correctement coordonnées.¹² La politique budgétaire — conçue pour assurer la stabilité macroéconomique et maîtriser les pressions inflationnistes au moyen du plafonnement de la masse salariale et d'autres limitations imposées aux dépenses intérieures — peut, par contrecoup, restreindre l'utilisation de l'aide reçue et disponible. En ce qui concerne la politique monétaire, les interventions sur le marché monétaire visant à limiter l'appréciation du taux de change réel (qui pourrait résulter d'une utilisation de l'aide pour couvrir des dépenses intérieures) peuvent obliger le pays dans son ensemble à épargner l'aide disponible au lieu de l'utiliser immédiatement pour financer davantage d'importations (ou moins d'exportations). En fin de compte, de telles politiques orientées vers des objectifs de gestion macroéconomique peuvent également avoir des implications sur l'utilisation des ressources de l'aide. En fait, si l'utilisation de la totalité de l'aide disponible est le but de la politique menée, la politique budgétaire et la politique monétaire doivent être conçues — et coordonnées — dans ce but. En retour, pour optimiser la politique macroéconomique au vu des objectifs concurrents que sont par exemple la maximisation de l'utilisation de l'aide, la gestion de l'inflation et la prévention d'une appréciation du taux de change, il est essentiel d'analyser soigneusement la politique en se fondant sur un modèle approprié de capacité d'absorption, de stabilité macroéconomique et de compétitivité adapté à la situation du pays.

Incertitude des pays quant aux volumes d'aide qu'ils recevront

9. L'incertitude complique tout. Non seulement les avantages et les coûts de l'aide sont incertains, ainsi que la façon dont les politiques les affectent, mais encore les volumes mêmes de l'aide sont incertains.¹³ Dans les PFR de l'AfSS, où l'aide représente en moyenne 10 % du PIB, l'aide est plus volatile que les recettes fiscales et sa volatilité et son imprévisibilité ont empiré.¹⁴ Évidemment, plus on se projette dans l'avenir, plus s'accroît le degré d'incertitude des projections, ce qui rend difficile la planification à moyen terme du développement. Mais l'incertitude est grande même dans la période assez courte couverte par les programmes FRPC annuels, ce qui a d'importantes implications pour le programme macroéconomique et pour la planification des dépenses.¹⁵ Même après coup, il y a souvent des différences majeures entre les chiffres des donateurs et ceux du pays concernant les volumes d'aide effectivement reçus.¹⁶ À l'évidence, il est délicat de recruter de nouveaux fonctionnaires dans les secteurs de la santé, de l'éducation et d'autres, si le pays n'est pas assuré de disposer de façon durable du financement voulu des donateurs. Il est également évident que c'est un

domaine où l'investissement pour obtenir des informations et les études permettant de réduire l'incertitude seraient très rentables.

B. L'aide et les agences donatrices

10. Pour chaque bénéficiaire de l'aide, son imprévisibilité est accrue par le grand nombre des programmes et des donateurs : agences bilatérales et multilatérales, banques et FMI de développement, partenariats mondiaux, fondations philanthropiques.¹⁷ Le produit final est un système très complexe, qui transforme des tâches autrement simples, comme le rapprochement des chiffres, en opérations très difficiles. Dans ce contexte, cette section étudie trois problèmes qui affectent les incitations des différents donateurs et la prise de décisions concernant l'aide et l'allègement de la dette dans le cadre spécifique de chaque pays : i) la prévisibilité et les modalités de l'aide; ii) la performance du pays et iii) le comportement des autres donateurs et créanciers.

Prévisibilité des donateurs et des modalités de l'aide

11. La difficulté de prévoir le volume d'aide que recevra un pays n'est pas un simple problème d'addition. En fait, même pour une agence donatrice donnée, les volumes sont souvent sujets à d'importantes imprécisions, dues en partie au fait que, au sein des bureaucraties de l'aide, il y a peu d'incitations à des prévisions fiables. C'est même parfois l'inverse, car le personnel d'un donateur peut obtenir plus de moyens d'action s'il prévoit des volumes d'aides importants pour le très proche avenir (l'exercice en cours). Ces dernières années, des efforts pour réformer l'architecture d'ensemble de l'aide ont visé à réduire les coûts de transaction de l'aide pour les pays et se sont efforcés d'harmoniser les procédures des donateurs et d'aller vers des démarches plus globales de fourniture de l'aide, au moyen d'un soutien coordonné aux budgets et d'autres conduits.¹⁸ Or, ces nouveaux instruments ont des effets sur la prévisibilité de l'aide, en partie à cause d'une plus grande volatilité des programmes par rapport aux projets, ce qui peut avoir des implications pour le rôle du FMI.¹⁹ (Voir plus bas.)

Intérêt des donateurs à la performance des pays

12. Les changements en cours dans les modalités de l'aide accroissent les demandes des donateurs en informations crédibles sur les politiques nationales. En fait, les liens commerciaux, culturels et stratégiques des donateurs avec les bénéficiaires potentiels de l'aide restent des facteurs importants de l'allocation de l'aide. Mais la performance des pays est un facteur de plus en plus important, notamment aux yeux des donateurs accordant un soutien budgétaire. En fait, de nombreux donateurs prévoient les décaissements de leur soutien au budget en fonction du bon déroulement du programme financé par le FMI, même si certains ont pris des mesures pour permettre une réponse plus graduée aux modifications de la performance du pays et ainsi empêcher une volatilité et une imprévisibilité nuisibles de l'aide.²⁰ Par ailleurs, les donateurs se tournent fréquemment vers le FMI (et la Banque mondiale) pour l'évaluation de la gouvernance et de la viabilité du budget et de la dette — et

surtout vers la Banque mondiale et d'autres agences internationales pour des évaluations des politiques et institutions du secteur social.

Intérêt des donateurs au comportement des autres donateurs et des créanciers

13. La plupart des donateurs sont intéressés à la viabilité de la dette, paramètre essentiel du placement et du maintien des bénéficiaires de l'aide sur le chemin de la croissance, de la réduction de la pauvreté et de la réalisation des autres OMD. Mais ils ont aussi besoin de l'appui de leurs clientèles électorales à leurs programmes. Ils doivent pouvoir assurer leurs contribuables que l'aide et l'allègement de la dette qu'ils financent permettent d'atteindre les résultats annoncés. Dans ce contexte, les donateurs ont aussi besoin de savoir ce que les autres (donateurs mais aussi créanciers) font, dans l'optique d'un partage équitable du fardeau. Le comportement des autres est particulièrement important pour les flux qui créent des dettes, lorsque les agences donatrices peuvent ne pas être à même de justifier aux yeux de leur contribuables les allègements de sommes qui leur sont dues alors que les pays contractent de nouvelles dettes à l'égard d'autres, éventuellement à des conditions commerciales.²¹ Ces questions ont pris de plus en plus d'importance, à la suite de l'Initiative en faveur des PPTTE et de l'IADM, comme le montrent les préoccupations soulevées dans les récentes réunions du CMFI et du Comité du développement.²²

III. LE FMI ET SES CRITIQUES

14. Vu le rôle du FMI dans les questions évoquées jusqu'ici, cette section présente d'abord la démarche du FMI puis le point de vue de ceux qui le critiquent, chaque fois en s'attachant aux aspects les plus pertinents pour la présente évaluation. En étudiant ces questions, il importe de ne pas perdre de vue l'évolution des modèles de l'aide, la performance des pays et la politique et la pratique du FMI. En fait, un aspect essentiel de l'évaluation porte sur l'identification de la façon dont les politiques et les pratiques du FMI ont changé avec le temps, dans le contexte d'une évolution des problèmes des pays et des modes de pensée quant à la meilleure façon de répondre à ces problèmes.

A. La démarche du FMI

15. Une enquête sur la façon dont le FMI a cherché à trouver les réponses aux questions exposées dans la Section II dans le cadre de ses politiques et pratiques et sur la façon dont cela s'est traduit dans son dialogue avec les autorités et avec les donateurs est au centre de l'évaluation.²³

Le dialogue avec les autorités nationales

16. Le travail du FMI avec les pays bénéficiant d'un programme FRPC est centré sur la conception et l'exécution du programme soutenant le cadrage macroéconomique. Ce cadrage suppose la construction d'un ensemble cohérent constitué des recettes nationales, des comptes budgétaires, monétaires et de la balance des paiements correspondant au scénario de politique spécifiquement envisagé. Dans le cadre de la présente évaluation, une des questions

génériques porte sur la façon dont l'équipe du FMI élabore le scénario et les comptes et en particulier comment ce scénario reflète les apports des autorités et des partenaires, tels que la Banque mondiale et d'autres partenaires ayant une expertise dans des domaines particuliers. Plus spécifiquement, l'évaluation explore la façon dont sont traitées les questions suivantes dans l'élaboration du cadrage macroéconomique justifiant la conditionnalité du programme: i) aspects de capacité d'absorption évoqués dans la Section II; ii) existence ou non de scénarios de politique et d'aide alternatifs, mettant l'accent sur les politiques ayant le plus de chances de renforcer la capacité d'absorption de l'aide et iii) effets de l'incertitude relative aux volumes d'aide et à leur impact économique tant sur la demande que sur l'offre globales.

Capacité d'absorption et conditionnalité des programmes

17. Les directives données aux chefs de mission du FMI concernant les documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) et les programmes FRPC fixent la démarche analytique à suivre concernant la conception des politiques budgétaire, monétaire et extérieure — et les conditionnalités associées — ainsi que les compromis possibles en cas de pointes ou d'insuffisances de l'aide.²⁴ Elles conseillent aux chefs de mission d'accepter de plus fortes dépenses de réduction de la pauvreté financées par l'aide, lorsque les effets macroéconomiques sur la compétitivité sont gérables, à condition que les volumes accrus d'aide soient largement à des conditions concessionnelles et ne mettent pas en danger la viabilité. Elles soulignent que «*dans les rares cas*» où les autorités et les services du FMI s'accordent à penser que les coûts des flux supplémentaires l'emporteraient sur leurs avantages, les documents du programme doivent explicitement justifier la position adoptée. Dans ce cas, l'évaluation par le FMI de la capacité d'absorption est cruciale parce que les contraintes de capacité d'absorption identifiées, avec les risques pour la stabilité qu'elles entraînent, sont la principale justification fournie par les missions du FMI pour restreindre l'utilisation de l'aide disponible dans la conception même du programme.²⁵ Une récente revue par le FMI de la gestion de l'aide en AfSS a conclu que les programmes FRPC dans les pays où la stabilité est assurée apparaît permettre généralement les dépenses et l'absorption des augmentations prévues des volumes d'aide, bien que la dépense et l'absorption effective par les autorités puissent se révéler très différents.²⁶ L'évaluation examine si et comment le FMI a effectivement mis en œuvre cette politique d'acceptation dans l'ensemble des pays de l'AfSS au-delà de ceux parvenus à la stabilité. Ce faisant, elle évalue les programmes de cadrage macroéconomique — et la façon dont ils ont été traduits en critères de performance et en repères pour le déficit budgétaire et son financement, pour les plafonds de dépenses (notamment pour la masse salariale), pour les réserves internationales, etc..

Scénarios alternatifs

18. Le travail du FMI sur les «scénarios alternatifs» étayés par de meilleures politiques et de plus importants volumes d'aide constitue un sujet, très lié, particulièrement intéressant pour l'évaluation. Les missions du FMI ont longtemps exploré les options de politique avec les autorités, en étudiant les diverses questions techniques, d'enchaînement et d'économie politique qui déterminent les possibilités d'adoption, d'exécution effective et de résultats en

termes de renforcement de la croissance et de réduction de la pauvreté. Mais historiquement, l'axe du programme du FMI était la conception d'un scénario de politique unique et un accord sur celui-ci, par opposition à une situation de référence inchangée, bien qu'il y ait eu récemment quelques cas où des scénarios de politique et d'aide alternatifs — plus ambitieux — ont été envisagés.²⁷ L'évaluation du Bureau indépendant d'évaluation (BIE) sur les FRPC/DSRP a appelé à une plus grande utilisation de scénarios alternatifs pour résoudre la contradiction inévitable entre réalisme et ambition dans la détermination de l'enveloppe des ressources extérieures.²⁸ Par ailleurs, le Conseil d'administration, dans une revue, l'an dernier, du cadre des SRP, a considéré que les scénarios alternatifs fournissent un cadrage crédible pour l'intensification de l'aide et pour permettre aux services du FMI de la cadrer autant que de besoin. Il a également considéré que le FMI jouerait un rôle crucial en aidant les pays à analyser l'effet d'une augmentation des volumes d'aide et à adapter leurs politiques macroéconomiques en conséquence.²⁹ Dans ce contexte — et dans le but de servir de base pour tirer des enseignements en vue des futures opérations dans le cadre de l'intensification de l'aide — l'évaluation examine la pratique effective du FMI dans ce domaine et la façon dont les scénarios alternatifs (meilleure politique/aide accrue) peuvent avoir contribué au dialogue avec les autorités et avec les donateurs.

Incertitude sur le volume de l'aide et sur son effet

19. La façon dont le FMI a conseillé les autorités sur la gestion macroéconomique en présence d'une incertitude quant aux volumes d'aide est une troisième question particulièrement intéressante pour l'évaluation. Les directives du FMI demandent aux services d'aider à l'évaluation des risques et incertitudes potentiels au moyen d'une analyse de sensibilité et de scénarios alternatifs. Elles demandent l'utilisation de facteurs d'ajustement automatiques pour intégrer dans les hypothèses les écarts faibles ou temporaires, indépendants de la volonté des autorités — notamment concernant le financement extérieur — les écarts importants ou durables devant être traités au moyen de révisions des programmes. Comme on l'a noté plus haut, elles établissent par ailleurs la présomption qu'une augmentation du volume de l'aide doit être intégrée dans le programme, sauf à justifier explicitement une position contraire. Mais des données récentes suggèrent que la pratique effective du FMI peut s'écarter de ces directives. La revue, citée plus haut, des pays de l'AfSS parvenus à la stabilité a conclu que, pour l'essentiel, la conception du programme — tout en acceptant des pointes *prévues* de l'aide — ne permet pas l'utilisation intégrale par les autorités de l'aide *imprévue* au moyen de facteurs d'ajustement intégrés aux critères de performance.³⁰ Allant au-delà du sous-ensemble des pays parvenus à la stabilité qui est étudié, l'évaluation examine les justifications des programmes quant à l'utilisation de facteurs d'ajustement pour traiter des changements imprévus dans les volumes de l'aide et la façon dont les revues des programmes ont traité ces modifications ainsi que la volatilité de l'aide constatée après coup. Elle examine également la façon dont les incertitudes concernant l'effet économique de l'aide (y compris ses effets possibles sur la compétitivité, sur le secteur privé et sur les autres composantes de l'ensemble de la réponse de l'offre ainsi que sur la viabilité de la dette) sont évalués et pris en compte dans la conception des programmes.

Discussions avec les donateurs

20. L'évaluation examine également la façon dont le FMI a servi d'interface pour traiter les problèmes des donateurs présentés dans la Section II. Elle s'intéresse en priorité à la façon dont le FMI a joué ses rôles traditionnels vis-à-vis des donateurs relatifs i) à l'acquisition des informations sur les flux probables des donateurs, dans le but de réduire l'incertitude dans la conception du programme macroéconomique et ii) à la fourniture d'informations fiables et crédibles sur la performance du pays et sur les accords de surveillance du respect des plafonds de la dette. En outre, comme on l'a noté, les services du FMI sont maintenant appelés à jouer un rôle accru pour aider les pays à élaborer des scénarios alternatifs dans le cadre d'une intensification de l'aide. En conséquence, l'évaluation examine comment ces scénarios alternatifs peuvent avoir contribué au dialogue avec les autorités du pays et avec les donateurs au sujet d'une amélioration de la performance de la politique menée et d'une augmentation des volumes d'aide. Par ailleurs, vu la tendance vers le soutien aux budgets, les donateurs s'appuient de plus en plus sur une conditionnalité conjointe, qui peut inclure le respect d'un programme FMI comme condition de leurs décaissements.³¹ Pour ces rôles de signalisation, ancien et nouveau, les moyens de communication du FMI sont la surveillance officielle, le contenu des documents de programme, la participation à des réunions de Groupes consultatifs, à des Tables rondes, à des groupes locaux de donateurs, par exemple relatifs au soutien budgétaire et, sur demande, des « lettres d'évaluation » — ainsi que des canaux plus informels de dialogue entre les missions ou représentants résidents du FMI et les représentants de donateurs.³²

B. Les critiques à l'encontre du FMI

21. Les critiques fréquemment formulées contre le travail du FMI en ce qui concerne l'aide à l'AfSS sont résumées ci-après. Elles représentent un important apport aux questions que se pose l'évaluation et qui sont présentées dans la section suivante.

Critiques de la démarche et des hypothèses

22. Au sein de la communauté des donateurs, les analyses techniques du FMI sont très respectées — notamment ses analyses macroéconomiques. Cependant, en ce qui concerne la conditionnalité, certains donateurs se demandent si la démarche du FMI ne risque pas d'aggraver la volatilité de l'aide, notamment de l'aide des donateurs conditionnant leurs décaissements au respect par le pays du programme du FMI.³³ Par ailleurs, certains s'inquiètent de voir le travail de cette institution continuer à être excessivement basé à Washington, s'appuyant sur des missions épisodiques, alors que la Banque mondiale et d'autres agences ont décentralisé leur personnel et leurs décisions vers leurs bureaux locaux. En dépit de la présence d'un représentant résident dans les pays engagés dans un programme, certains critiques pensent que, en basant sa démarche à son siège, le FMI s'isole des questions de terrain quotidiennes, notamment relatives à l'interface entre le budget et la gestion de l'aide. Ils s'inquiètent de voir la démarche entraîner des délais pour le travail des autorités sur le budget et pour celui des donateurs soutenant le budget en ce qui concerne le suivi de la politique et des décaissements, notamment dans les pays où le soutien financier du FMI se réduit.

23. Tous les observateurs ne concluent pas de cette analyse qu'une plus grande présence du FMI sur le terrain se justifie. Nombre de critiques appartenant à la société civile pensent au contraire que le FMI a déjà trop de pouvoir en AfSS, ce qui fait pencher indûment les politiques dans le sens de la stabilité financière et de la croissance économique au détriment d'un soutien aux programmes de développement humain. Certaines ONG s'inquiètent des politiques macroéconomiques du FMI, affirmant que la démarche « monétariste » du FMI compromet la capacité de l'AfSS à parvenir rapidement à une accélération de sa croissance économique et à une sensible réduction de la pauvreté; à leurs yeux, des politiques monétaires et budgétaires plus expansionnistes permettraient plus facilement l'atteinte des OMD et celle d'autres objectifs sociaux, grâce à la fois à ces politiques et à l'augmentation des volumes d'aide qu'elles permettraient.³⁴ D'autres ONG s'en prennent à la succession d'initiatives du FMI concernant la pauvreté, dénonçant les programmes FRPC qui, selon elles, ne représentent pas un grand changement par rapport aux anciens programmes d'ajustement structurel et qui constitueraient un obstacle majeur à la réussite des DSRP³⁵ et elles critiquent l'Initiative PPTTE, qui, selon elles, n'a pas empêché la résurgence du fardeau de la dette dans certain pays de l'AfSS et les Analyses d'impact sur la pauvreté et le social (AIPS), qui, toujours d'après elles, s'intéressent à un « réglage fin » et non à des alternatives macroéconomiques complètes.³⁶

Critiques relatives au leadership et aux priorités

24. Certains reprochent au FMI son manque de leadership en ce qui concerne le financement extérieur de l'AfSS. Selon Jeffrey Sachs, par exemple, la clé de l'échec du FMI est son manque d'ambition dans la poursuite des OMD en AfSS. S'appuyant sur son travail pour la Commission macroéconomique sur la santé et sur le Projet du Millénaire des Nations Unies, il affirme que le FMI devrait soutenir de façon énergique les efforts nationaux visant à élaborer des stratégies ambitieuses pour atteindre les OMD, en élaborant des scénarios macroéconomiques et des scénarios d'aide compatibles entre eux et en contrôlant le respect par les donateurs de leurs engagements en matière d'aide.³⁷ À l'extrême opposé, William Easterly reproche au FMI de s'intéresser par trop aux ressources de l'aide et trop peu aux réformes fondamentales nécessaires pour relancer durablement la croissance et le développement.³⁸

25. Il y a également des critiques précises portant sur la démarche du FMI concernant les relations entre capacité d'absorption macroéconomique et capacités d'absorption sectorielles. Ici, le grand souci est que la conditionnalité des programmes FRPC risque d'empêcher les PFR d'accéder à l'aide disponible pour régler de graves problèmes sociaux — comme la lutte contre les crises sanitaires liées au VIH/Sida et au paludisme ou pour l'atteinte de l'objectif d'enseignement primaire universel — au moyen des objectifs budgétaires, monétaires et extérieurs contenus dans les programmes FRPC qui limitent l'utilisation des ressources d'aide disponibles pour le paiement des traitements d'infirmières et d'enseignants.³⁹ En fait, l'opinion latente d'un certain nombre d'ONG internationales est que le FMI limite les dépenses financées par l'aide publique en raison de la priorité qu'il donnerait à tort à l'équilibre macroéconomique et à la compétitivité, empêchant ainsi les pays de répondre à des besoins sanitaires cruciaux et urgents.⁴⁰ Toutefois, certains analystes, préoccupés par les limites de la capacité d'absorption dans

plusieurs pays constituant des cas fréquemment cités, soulignent la nécessité d'une absorption plus disciplinée des flux d'aide.⁴¹

IV. LES QUESTIONS DE L'ÉVALUATION

26. En se basant sur ce qui précède, cette section établit, de façon plus précise, les questions de l'évaluation relatives à la portée et à l'axe du travail ainsi qu'à la démarche adoptée. Elle est structurée par les types d'entrées, de sorties et de résultats, selon la méthode standard d'évaluation de la chaîne des résultats, telle qu'illustrée dans l'encadré 2.

27. En étudiant ces sujets, il ne faut pas perdre de vue trois questions méthodologiques. D'abord, étant donné l'évolution du rôle du FMI dans les PFR, l'évaluation doit prendre en compte : i) la façon dont la démarche du FMI à l'égard des PFR s'est modifiée; ii) la façon dont la pratique effective s'est adaptée au nouveau cadrage des politiques et iii) la façon dont ces changements ont été en phase avec l'évolution des situations dans l'AfSS elle-même. En second lieu, les questions décisives pour l'évaluation sont la façon dont le FMI s'est appuyé sur les études analytiques et empiriques disponibles pour adapter ses diagnostics et ses recommandations aux situations nationales. Troisièmement et surtout, il faut étudier la façon dont, aux fins de rendre des comptes, le FMI a évalué sa propre performance en matière de conception et d'exécution des programmes dans les contextes nationaux spécifiques à la lumière de son expérience internationale et en a tiré les enseignements voulus.

A. Les diagnostics sur lesquels reposent les programmes

28. Comme on le verra plus loin aux paragraphes 31 à 33, les principaux canaux au moyen desquels le FMI influe sur la disponibilité et l'utilisation des financements extérieurs sont les interactions des services du FMI i) avec les autorités nationales, au moyen des discussions sur les programmes macroéconomiques, des conditionnalités et de l'exécution et ii) avec les donateurs au moyen de contacts directs avec eux et de ses actions de signalisation. Dans ce contexte, les questions les plus pertinentes sur les diagnostics portés sont de savoir si et comment le FMI a basé son dialogue avec les autorités nationales et les donateurs sur une analyse appropriée et systématique, s'appuyant sur les recherches disponibles et sur une connaissance des problèmes nationaux spécifiques venant tant du FMI lui-même que de l'extérieur.

Les aspects nationaux

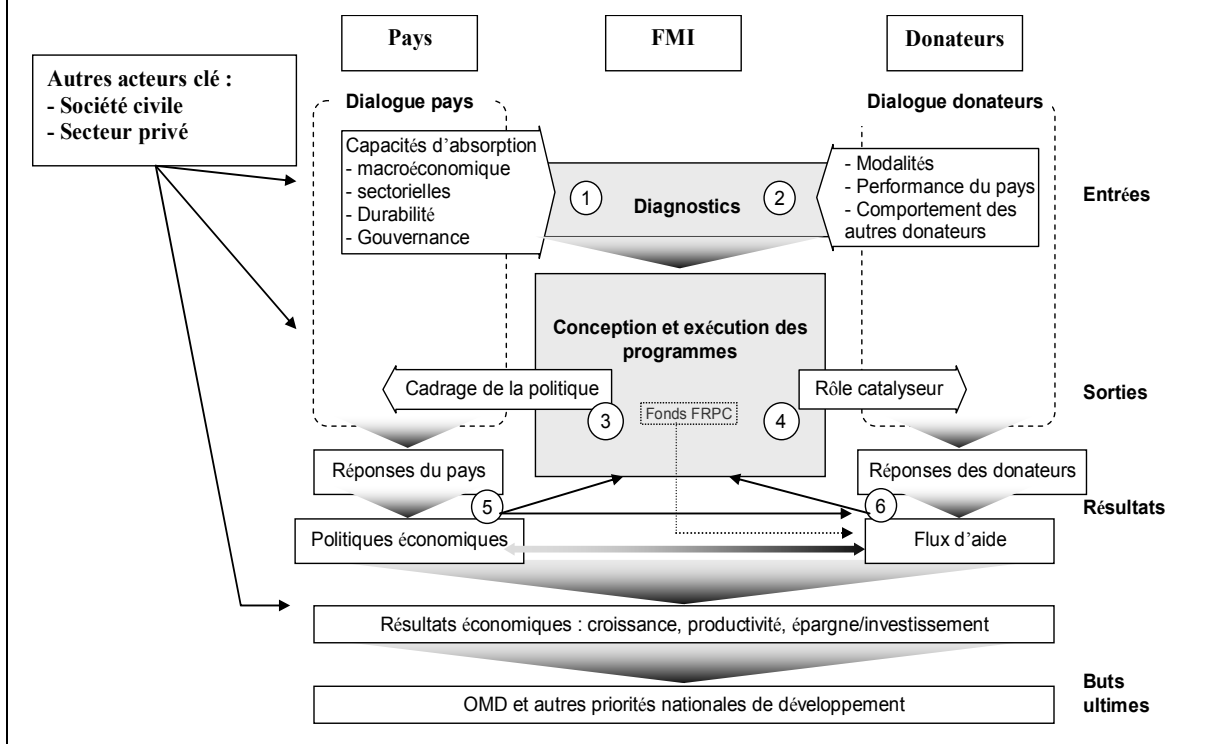
29. Vis-à-vis des pays, les questions essentielles relatives au travail de diagnostic du FMI portent : i) sur le degré auquel le FMI a adapté ses évaluations (et ensuite la conception des programmes) aux situations nationales, en tenant compte notamment des effets d'économie politique possibles de la conditionnalité des programmes (repères concernant la masse salariale, par exemple) et ii) sur la façon dont les contraintes de capacité d'absorption et les incertitudes ont été analysées, notamment au moyen de scénarios alternatifs. En outre, l'évaluation s'intéresse à la façon dont les apports des partenaires, tels que la Banque mondiale, ont été intégrés.

Encadré 2. Évaluation de la chaîne des résultats

La présente évaluation juge le rôle et la performance du FMI dans la détermination de la disponibilité des volumes de l'aide à l'AfSS et de leur utilisation. Elle s'intéresse principalement aux interactions des services du FMI : i) avec les autorités du pays, via les discussions sur le programme macroéconomique des FRPC, la conditionnalité et l'exécution et ii) avec les donateurs, via les contacts directs et son rôle de signalisation. Les questions liées de diagnostic et d'effet sont également importantes, la question la plus pertinente concernant les diagnostics étant de savoir si et comment le FMI a basé son dialogue avec les autorités du pays et avec les donateurs sur une analyse systématique de la capacité d'absorption et d'autres aspects pertinents. La capacité à porter un jugement sur les résultats sera limitée par le cadre temporel — à l'évidence, pour les programmes récents, l'appréciation de l'effet sur la réduction de la pauvreté et d'autres variables ne peut au plus qu'être préliminaire et indicative — en plus des difficultés méthodologiques classiques relatives au cadrage des simulations et d'obtention de conclusions quant à l'attribution.

Tels que décrits ci-après, les six domaines sur lesquels porte l'évaluation sont les suivants :

- (1) Diagnostic des capacités d'absorption de l'aide et options de politique pour les renforcer
- (2) Analyse des volumes et des modalités de l'aide et de la façon dont ils sont affectés par la performance du pays et le comportement des donateurs
- (3) Conception des programmes FRPC (y compris leurs conditionnalités) et leur exécution
- (4) Effets catalyseurs des FRPC sur les volumes de l'aide, sa prévisibilité et ses modalités
- (5) Politiques et réponses institutionnelles des pays et contribution à leurs résultats
- (6) Réponses des donateurs en matière d'aide et leur contribution aux résultats des pays



Les aspects relatifs aux donateurs

30. Les principales questions de l'évaluation, ici, portent sur la façon dont les projections des FRPC concernant l'aide ont été faites (tant en matière de volume que de modalités) et la façon dont les incertitudes et les risques ont été pris en compte dans l'analyse, ainsi que sur la

façon dont les documents de revue des programmes ont analysé les volumes effectifs d'aide par rapport aux prévisions des programmes et en ont tiré des enseignements pour les travaux ultérieurs de prévision.

B. La conception et l'exécution des programmes

31. Les questions relatives à la conception et à l'exécution des programmes constituent le noyau central de l'évaluation. En bref, elles s'interrogent sur la façon dont conception des programmes — et notamment leur conditionnalité — i) se traduit par l'utilisation d'une partie seulement ou de la totalité de l'aide disponible et ii) encouragent ou dissuadent les donateurs à fournir de l'aide.

Le cadrage de la politique

32. L'évaluation examine le degré d'utilisation des flux d'aide — qu'ils aient été prévus ou non — dans la conception des programmes et les revues de leur exécution. Elle le fait en examinant : i) le cadrage macroéconomique global; ii) les critères quantitatifs, les repères et les objectifs spécifiques de réalisation et iii) l'utilisation de facteurs d'ajustement pour traiter les pointes ou les insuffisances de l'aide. L'évaluation examine également la façon dont les documents des programmes et des revues expliquent la conditionnalité du programme et les restrictions dans l'utilisation de l'aide qui lui sont liées et leur adaptation à la situation nationale en ce qui concerne la capacité d'absorption et la mesure dans laquelle l'assistance technique et d'autres instruments pour renforcer la capacité d'absorption ont été envisagés.

Effet catalyseur

33. Une des questions clé de l'évaluation est la façon dont le FMI s'est engagé avec les donateurs dans l'identification de changements possibles dans le niveau, la prévisibilité et les modalités de l'aide à la lumière des politiques, des institutions et de la capacité d'absorption de l'aide du pays. Il est également crucial de savoir si et comment le dialogue entre le FMI et les donateurs sur des interruptions de programmes FRPC peuvent avoir affecté le rythme des décaissements des donateurs. Il est également important de savoir comment la méthode de travail concrète du FMI — notamment son lieu de travail et la fréquence de ses missions — peut avoir affecté le dialogue avec les donateurs, notamment dans le cadre des soutiens aux budgets.

C. Les réponses et les résultats des programmes

34. Un des objectifs essentiels est de préciser comment les programmes FRPC ont affecté les buts ultimes des pays, tels qu'explicités par les OMD et les autres priorités nationales de développement. Mais c'est un objectif que l'actuelle évaluation ne saurait atteindre avec précision : à l'évidence, pour les programmes récents, les mesures disponibles des effets sur la réduction de la pauvreté et les objectifs sociaux s'y rapportant sera au mieux préliminaire, saisie au moyen d'indicateurs avancés et de variables représentatives. Par ailleurs, on rencontrera les difficultés classiques liées aux simulations et aux questions d'attribution, ce qui limitera la capacité de l'évaluation à tirer des conclusions fortes sur les résultats intermédiaires. Cela dit,

l'évaluation poussera l'analyse des résultats aussi loin dans la chaîne des résultats que les données et les faits le permettront, selon le bref exposé ci-après du traitement des réponses des pays et des donateurs.

Les réponses des pays

35. Pour ce qui est des réponses des pays, l'évaluation s'intéresse à la façon dont les résultats intermédiaires — tels que les politiques budgétaires et monétaires ou les politiques structurelles pour améliorer la capacité d'absorption — ont affecté l'utilisation de l'aide et les résultats économiques et à la mesure dans laquelle les faits désignent la FRPC et le FMI comme facteurs contributifs.

Les réponses des donateurs

36. Pour ce qui est des réponses des donateurs, l'évaluation examine le niveau, la prévisibilité et les modalités de l'aide selon les années et selon les pays et la mesure dans laquelle les faits désignent la FRPC et le FMI comme facteurs contributifs. Plus précisément, elle compare: i) les niveaux effectifs de l'aide avec les prévisions du programme; ii) les niveaux et modalités de l'aide avant et après le programme (et avec et sans le programme, dans le cas de programmes interrompus) et iii) les variations pertinentes entre pays et régions.

V. LE PROGRAMME DE TRAVAIL

37. Cette section présente les pays couverts par l'évaluation et résume le programme de travail.

A. Couverture géographique

38. L'univers géographique couvert par l'évaluation comprend les 29 pays de l'Afrique subsaharienne ayant mis en œuvre des programmes FRPC qu'ils ont achevés ou abandonnés entre le lancement des FRPC en septembre 1999 et 2005.⁴² Le Graphique 2 indique le calendrier des programmes FRPC et le Tableau 1 présente les grands indicateurs pour ces pays.

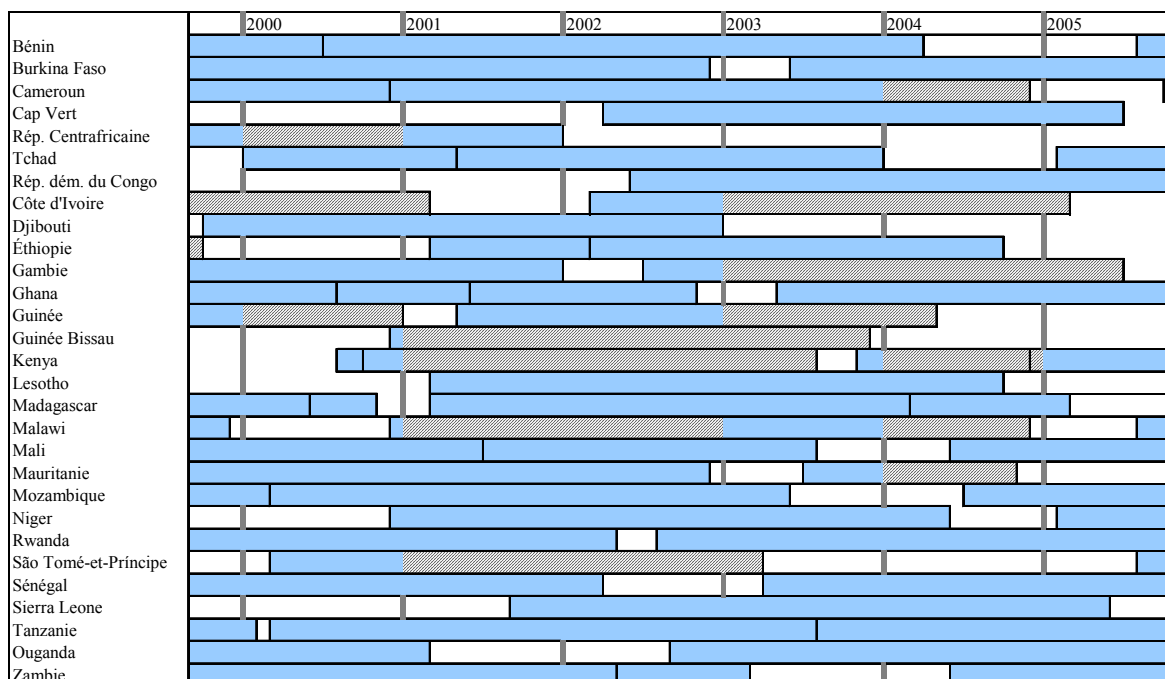
B. Principales activités

39. Les principales sources sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont présentées ci-après, en ce qui concerne les sources primaires de données pour l'évaluation.

Inventaire des politiques, des directives, des études et de la pratique

40. Le cœur de l'évaluation est la période 1999–2005, mais le rôle du FMI dans l'AfSS pendant cette période doit être replacé dans un contexte historique plus large. En conséquence, le travail d'évaluation commence par la prise en compte de l'évolution du contexte, en commençant en 1975, de l'AfSS elle-même, des pratiques des donateurs et des politiques et procédures du FMI.

Graphique 2. Programmes FRPC dans les pays de l'Afrique subsaharienne (1999–2005)



Note : Les cases ombrées signalent l'existence d'un programme appuyé par la FRPC. Les cases hachurées indiquent qu'il n'y a pas eu de décaissement au cours de l'année civile en dépit d'un accord sur un programme. Les barres verticales indiquent que des modifications ont été apportées à la taille du programme ou qu'un nouveau programme a été adopté.

Source: FMI, *Statistiques financières internationales*

Analyses quantitatives

Lorsque les données et la méthodologie le permettent, les questions que pose l'évaluation sont traitées au moyen d'analyses quantitatives—et de tests statistiques—couvrant les pays FRPC de l'AfSS pour l'essentiel, mais en examinant aussi, à titre de comparaison, l'ensemble des programmes. Cette analyse soutient et complète d'autres aspects du programme de travail, tels que les études sur dossiers et les visites sur place (voir plus bas).

Études sur dossiers

41. Une étude approfondie des documents des programmes est effectuée sur un échantillon d'environ une douzaine de pays. Elle se base sur un examen approfondi guidé par le modèle tiré des grandes questions de l'évaluation. Les documents examinés comprennent les rapports des services et tous les documents s'y rapportant (notes d'instructions, rapports au retour des missions, commentaires de revues, rapports thématiques, évaluations a posteriori, etc.).

Tableau 1. Indicateurs de l'aide aux pays de l'Afrique subsaharienne ayant mis en œuvre des programmes FRPC entre 1999 et 2005

Pays	Volume annuel net de l'aide (en millions de \$ EU)	Aide annuelle par habitant (en \$ EU)	Aide en % du PIB	PIB par habitant (en \$ EU)	Population (en millions)
Bénin	246,7	38,6	9,5	411	6,4
Burkina Faso	410,1	35,4	13,3	269	11,5
Cameroun	558,8	35,9	5,6	633	15,4
Cap Vert	108,8	243,7	17,7	1,379	0,5
Républ. centrafricaine	73,9	19,6	7,1	277	3,8
Tchad	196,3	24,1	10,7	226	8,1
Rép. démocratique du Congo	1.425,7	27,1	25,7	100	50,3
Côte d'Ivoire	458,1	28,3	3,9	734	16,1
Djibouti	71,9	105,9	12,5	848	0,7
Éthiopie	1.052,6	15,9	16,4	98	65,7
Gambie	51,3	37,8	12,7	303	1,3
Ghana	682,9	34,1	10,9	319	20,0
Guinée	231,9	30,6	7,1	434	7,6
Guinée-Bissau	79,4	55,8	36,1	154	1,4
Kenya	432,5	14,1	3,7	382	30,7
Lesotho	56,8	32,0	6,4	505	1,8
Madagascar	393,4	24,5	8,9	274	16,0
Malawi	434,4	41,3	24,7	168	10,5
Mali	412,4	37,0	13,6	274	11,1
Mauritanie	257,3	94,6	26,1	364	2,7
Mozambique	1.140,3	62,8	30,4	211	18,1
Niger	281,4	25,1	12,9	192	11,1
Rwanda	336,1	42,4	19,1	222	7,9
São Tomé & Príncipe	32,9	217,7	65,2	336	0,2
Sénégal	453,3	46,5	9,1	516	9,8
Sierra Leone	250,3	48,3	33,7	141	5,1
Tanzanie	1.237,1	35,8	13,0	274	34,4
Uganda	760,1	31,7	12,8	248	23,9
Zambie	593,7	59,2	16,9	358	10,1

Note: Les chiffres sont une moyenne pour la période 1999–2003. L'aide et le PIB sont mesurés en prix courants.

Sources: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale et Statistiques financières internationales du FMI.

Déplacements dans les pays

42. Les déplacements dans les pays sont essentiels dans le programme de travail. Ils comportent des rencontres en face à face avec les autorités du pays, les donateurs installés dans le pays et les agences de développement, les représentants résidents du FMI, des représentants de la société civile, des instituts de recherche et d'autres organismes. Le but est de rassembler les réactions des parties prenantes sur la formulation et l'exécution des programme et la contribution du FMI. Les membres de l'équipe d'évaluation se sont rendus au Burkina Faso, au Rwanda, en Tanzanie et en Zambie en mars et se rendront au Ghana et au Mozambique en juin.

Visites aux sièges des partenaires

43. Les entretiens dans les capitales des grands donateurs — Berlin, Berne, Bruxelles, La Haye, Londres, Paris et Tokyo à ce jour— cherchent ou ont cherché à obtenir les réactions des partenaires sur le rôle joué dans la pratique par le FMI dans la détermination du volume de l'aide; sur la façon dont le FMI a engagé les donateurs à prévoir les volumes d'aide et sur la façon dont le FMI a ou n'a pas catalysé des changements quant à l'enveloppe des ressources extérieures. Les membres de l'équipe d'évaluation se sont rendus au siège de la Banque africaine de développement à Tunis et de la CENUA à Addis-Abeba, pour entendre le point de vue de ces agences sur l'évolution du rôle du FMI et sur sa performance en AfSS.

Enquêtes

44. Des enquêtes ont été réalisées pour solliciter systématiquement l'opinion des autorités, des donateurs, des représentants de la société civile, ainsi que des services de la Banque africaine de développement, du FMI, du PNUD et de la Banque mondiale en ce qui concerne le rôle et la performance du FMI.

¹ Voir OCDE-CAD (2005).

² L'évaluation s'appuie sur une revue antérieure du BIE sur le rôle du FMI dans les DSRP et les FRPC, qui a été effectuée en parallèle avec le Département d'évaluation des opérations/Groupe d'évaluation indépendant de la Banque mondiale. Cette revue a examiné le processus des SRP, l'alignement des programmes FRPC et l'efficacité du FMI dans les deux. Voir BIE (2004) et IEG (2004).

³ Voir Gupta, Powell et Yang (2005).

⁴ Voir Heller (2005) pour une étude qui part du point de vue du Ministère des Finances.

⁵ Voir Clemens, Radelet et Bhavnani (2004) et Gunning (2005) pour une analyse des études publiées récemment. Clemens et Radelet (2003) résument les conclusions de diverses études sur les rendements décroissants de la relation aide-croissance, notamment celle de Hansen et Tarp (2001). Roodman (2004) donne un aperçu des études qui déterminent les conditions cruciales pour que l'aide promeuve la croissance, notamment un bon environnement de politique. Sur le lien entre l'effet de l'aide et les contextes des politiques, voir aussi Burnside et Dollar (2000). Clemens, Radelet et Bhavnani (2004) donnent la preuve que lien à moyen terme aide-croissance est plus fort lorsque l'aide incrémentale va à l'infrastructure plutôt qu'aux secteurs de la santé et de l'éducation.

⁶ Les études sont généralement centrées sur les coûts d'ajustement liés aux modifications des flux de ressources et sur la perte potentielle d'externalités renforçant la croissance à partir d'une baisse du secteur des marchandises échangées. Voir Ebrahim-Zadeh (2003) pour un survol; Rajan et Subramanian (2005) pour une analyse empirique récente et Adam et Bevan (2003), Bevan (2005) et Nkusu (2004) pour des discussions sur les politiques.

⁷ Voir Maureen Lewis (2005); et Shakow (2006).

⁸ Voir, par exemple, Cohen, Jacquet et Reisen (2005).

⁹ Même dans le cas des dons, la viabilité budgétaire implique souvent la nécessité d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures pour financer la hausse du niveau des coûts de fonctionnement qui seront nécessaires dans l'avenir pour soutenir les investissements financés par l'aide. Voir Gupta, Powell et Yang (2005).

¹⁰ Les préoccupations de gouvernance ont de plus en plus influé sur l'allocation de l'aide aux pays et l'éligibilité aux instruments de soutien au budget des donateurs et les programmes de réforme dans toute la région. Voir <http://www.nepad.org/2005/files/inbrief.php>.

¹¹ Voir, par exemple, Moss, Pettersson et Van de Walle (2006).

¹² Voir FMI (2005c).

¹³ Voir OCDE-CAD (2005).

¹⁴ Voir Buliř et Hamann (2001, 2005).

¹⁵ Les propositions pour traiter le problème de l'incertitude des flux d'aide ont tourné autour de la gestion des réserves étrangères et de réserves de régulation pour protéger la dépense publique des fluctuations à court terme des décaissements de l'aide. Voir Eiffert et Gelb (2005) et Heller (2005).

¹⁶ Voir Donovan (2005).

¹⁷ Voir, par exemple, Birdsall (2006).

¹⁸ Voir la Déclaration de Paris, OCDE-CAD (2005).

¹⁹ Voir Fielding et Mavrotas (2005).

²⁰ Voir DFID (2005b) et OCDE (2006b).

²¹ Les donateurs peuvent aussi avoir un enjeu dans l'effet possible des flux d'aide des autres donateurs, à la fois quant à leur importance et à leurs modalités de fourniture. Voir également paragraphe 7 du présent document ainsi que Moss, Pettersson et Van de Walle (2006).

²² Voir CMFI (2006) et Comité du développement (2006b).

²³ Voir FMI (2004, 2005a-e).

²⁴ Voir FMI (2003b).

²⁵ Voir FMI (2005c), page 21.

²⁶ Voir FMI (2005e et k).

²⁷ Voir FMI (2005j et 2006).

²⁸ Voir BIE (2004).

²⁹ Voir FMI (2005a-b).

³⁰ Voir FMI (2005e) page 52. Dans la revue 2005 de la conception des programmes FRPC, le FMI a appelé à une minimisation de «la mesure dans laquelle les programmes épargnent automatiquement les volumes imprévus d'aide, notamment lorsque des plans de dépenses conditionnelles sont en place.» Voir FMI (2005c) page 20.

³¹ Voir Hofmann et Zattler (2006).

³² Voir FMI (2005f, l et m).

³³ Voir DFID (2004b).

³⁴ Voir ActionAid International (2005).

³⁵ Voir AFRODAD (2006b) et

http://www.afrodad.org/index.php?option=com_content&task=view&id=67&Itemid=54.

³⁶ Voir Oxfam (2005) et Eurodad (2005).

³⁷ Voir Sachs (2004 et 2005a), OMS (2001) et Projet du millénaire des Nations unies (2005). Sur ces vues particulières concernant la façon dont le FMI devrait être impliqué, voir la correspondance entre Sachs et le Département des relations extérieures du FMI dans le *Financial Times*: Sachs (2005b), Dawson (2006), Sachs (2006).

³⁸ Voir Easterly (2005 et 2006).

³⁹ Les exemples sanitaires les plus couramment cités se rapportent aux nouvelles ressources pour lutter contre le VIH/Sida, le paludisme et la tuberculose. Voir, par exemple, De Vogli et Birbeck (2005), Stephen Lewis (2005), Ooms et Schrecker (2005). Sur l'éducation, voir, par exemple, Save the Children (2005).

⁴⁰ Voir, par exemple, ActionAid International (2004, 2005), Bretton Woods Project (2005) et Trócaire (2004).

⁴¹ Voir Maureen Lewis (2005).

⁴² Le mandat du BIE exige que les évaluations n'interfèrent pas avec les opérations en cours. Voir FMI (2000).

L'Afrique subsaharienne en un coup d'œil



RÉFÉRENCES

- ActionAid International, 2004, "How the Fight against HIV/AIDS is Being Undermined by the World Bank et the International Monetary Fund," (Washington: ActionAid International).
- _____, 2005, "Changing Course: Alternative Approaches to Achieve the Millennium Development Goals et Fight HIV/AIDS," (Washington: ActionAid International).
- Adam S. Christopher et David Bevan, 2003, "Aid, Public Expenditure et Dutch Disease," Department of Economics (Oxford: University of Oxford).
- African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD), 2005, "The Impact of the Poverty Reduction et Growth Facility on Social Services in Ethiopia," Rapport d'étude, disponible à :
<http://www.afrodad.org/downloads/publications/Ethiopian%20Study.pdf>.
- _____, 2006a, "The Impact of the Poverty Reduction et Growth Facility on Social Services in Zambia, étude de cas, disponible à :
<http://www.afrodad.org/downloads/publications/2006%20Zambia%20Final%20Edite%20Draft%20PRGF.pdf>.
- _____, 2006b, "Assessing the Impact of the PRGF on Social Services in Selected African Countries: A Synthesis Report on Ethiopia, Malawi, Zambia, and Tanzania," Mars, disponible à :
<http://www.afrodad.org/downloads/publications/PRGF%20Synthesis.pdf>.
- Banque mondiale, 2005, *World Development Indicators*, (Washington: Banque mondiale).
- Banque mondiale et Fonds monétaire international, 2005, *Global Monitoring Report: Millennium Development Goals, From Consensus to Momentum*, (Washington: Banque mondiale et Fonds monétaire international), disponible à :
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/gmr/2005/eng/pdf/gmr.pdf>.
- Berthélemy, Jean-Claude et Ariane Tichit, 2002, "Bilateral Donors' Aid Allocation Decisions. A Three-dimensional Panel Analysis," Décembre (Helsinki: WIDER).
- Bevan, David L., 2005, "An Analytical Overview of Aid Absorption: Recognizing et Avoiding Macroeconomic Hazards," document présenté à un séminaire de haut niveau, Mars (Maputo), disponible à :
<http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2005/famm/pdf/bevan.pdf>.
- Bird, Graham, 2004, "Growth, Poverty et the IMF," *Journal of International Development*, Vol. 16, No. 4.

- Birdsall, Nancy, 2004, “Seven Deadly Sins: Reflections on Donor Failings,” Document de travail n° 50, (Center for Global Development, Washington DC).
- Bretton Woods Projects, 2005, “IMF Conditions Block Achievement of Goals in Education et Health,” disponible à : [http://www.brettonwoodsproject.org/article.shtml\(?\)\[126\]](http://www.brettonwoodsproject.org/article.shtml(?)[126]).
- Buliř, Aleř et A. Javier Hamann, 2005, “Volatility of Development Aid: From the Frying Pan into the Fire?,” communication présentée au séminaire du FMI sur l’aide extérieure et la gestion macroéconomique, Maputo, Mozambique, 14–15 mars, disponible à : <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2005/famm/pdf/hamann.pdf>.
- _____, 2001, “How Volatile et Unpredictable are Aid Flows, and What are the Policy Implications,” Document de discussion 2001/143, Décembre (Washington: Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=15387.0>.
- Bureau indépendant d’évaluation, 2004, “Evaluation of the IMF’s Role in Poverty Reduction Strategy Papers and the Poverty Reduction et Growth Facility,” Rapport d’évaluation, (Washington: Fonds monétaire international), disponible à <http://www.imf.org/External/NP/ieo/2004/prspgrgf/eng/index.htm>.
- Burnside, Craig et David Dollar, 2000, “Aid, Policies, et Growth,” *The American Economic Review*, Vol. 90, No. 4, pp. 847–868.
- Clemens, Michael et Steven Radelet, 2003, “Absorptive Capacity: How Much Is Too Much?” in *Challenging Foreign Aid: A Policymaker's Guide to the Millennium Challenge Account*, by Steven Radelet, (Washington DC: Center for Global Development), Chapter 7.
- _____, et Rikhil Bhavnani, 2004, “Counting Chickens When They Hatch: The Short Term Effect of Aid on Growth,” Center for Global Development, Working Paper No. 44.
- Cohen, Daniel, Pierre Jacquet et Helmut Reisen, 2005, “Beyond ‘Grants Versus Loans’: How to Use ODA and Debt for Development,” Com- munication préparée pour la troisième conférence ADF/EUDN; Financement du développement : les défis de l’expansion des flux d’aide? Paris, 14 décembre 14, disponible à <http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/myjahiasite/users/administrateur/public/eudn2005/Jacquet.pdf>.

Comité du développement, 2004, “Aid Effectiveness and Financing Modalities,” Document de référence, DC2004-0012/Add.1, Septembre (Washington: Banque mondiale et Fonds monétaire international), disponible à [http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/20262859/DC2004-00012\(E\)%20Aid%20Eff.pdf](http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/20262859/DC2004-00012(E)%20Aid%20Eff.pdf).

_____, 2005, “Strengthening the Development Partnership and Financing for Achieving the MDGs: Africa Action Plan,” Septembre (Washington: Banque mondiale et Fonds monétaire international), disponible à : [http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/20671420/DC2005-0021\(E\)-AfricaAP.pdf](http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/20671420/DC2005-0021(E)-AfricaAP.pdf).

_____, 2006a, “Fiscal Policy for Growth and Development: An Interim Report,” Document de référence, DC2006-0003, Avril, (Washington: Banque mondiale et Fonds monétaire international), disponible à : [http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/20890698/DC2006-0003\(E\)-FiscalPolicy.pdf](http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/20890698/DC2006-0003(E)-FiscalPolicy.pdf).

_____, 2006b “Communiqué du Comité du développement,” Washington DC, 23 avril, disponible à : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DEVCOMMEXT/0,,contentMDK:20898375~menuPK:64060743~pagePK:64000837~piPK:64001152~theSitePK:277473,00.html>.

Comité monétaire et financier international, 2006, “Communiqué du CMFI du Conseil des Gouverneurs du Fonds monétaire international,” Washington DC, 22 avril, disponible à <http://www.imf.org/external/np/cm/2006/042206.htm>.

Commission for Africa, 2005, *Our Common Interest: Report of the Commission for Africa* (London).

Dawson, Thomas, 2006, “IMF can help to end shortfalls in aid that threaten death to poor,” Lettre au rédacteur en chef du *Financial Times*, 5 janvier.

Department for International Development (DFID), 2004a, “Poverty Reduction Budget Support,” document de synthèse du DFID, Mai, disponible à : <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/prbspaper.pdf>.

_____, with Foreign & Commonwealth Office et HM Treasury, 2004b, “Partnerships for Poverty Reduction: Changing Aid ‘Conditionality’,” disponible à : <http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/conditionalitychange.pdf>.

_____, 2005a, “Macroeconomic Issues Underlying Budget Support et the Signaling Role of the IMF,” janvier, disponible à :
<http://www.dfid.gov.uk/aboutdfid/DFIDwork/imfsignalpaper.pdf>.

_____, with Foreign & Commonwealth Office, et HM Treasury, 2005b, “Partnerships for Poverty Reduction: Rethinking Conditionality,” Document de synthèse du RU, Mars, disponible à :
<http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/conditionality.pdf>.

DeVogli Roberto et Gretchen L. Birbeck, 2005, “Potential Impact of Adjustment Policies on Vulnerability of Women and Children to HIV/AIDS in Sub-Saharan Africa,” *Journal of Health, Population et Nutrition*, Vol. 23, June.

Donovan, Paula, 2005, “Stepping up Support for Human Development, Growth and Poverty Reduction in Sub-Saharan Africa,” communication à la conférence de Johannesburg de 2005 du Partenariat stratégique pour l’Afrique, disponible à :
<http://www.spa-psa.org/resources/2005/PAULA05.pdf>.

Easterly, William, 2005, “How to Assess the Needs for Aid? The Answer: Don’t Ask,” Communication préparée pour la troisième conférence ADF/EUDN; Financement du développement : les défis de l’expansion des flux d’aide, Paris, 14 décembre, disponible à :
<http://www.nyu.edu/fas/institute/dri/Easterly/File/How%20to%20assess%20the%20needs%20for%20aid%20Bill%20Easterly.pdf>.

_____, 2006, “The Big Push Déjà Vu: A Review of Jeffrey Sachs, The End of Poverty: Economic Possibilities of Our Time,” *Journal of Economic Literature*, Vol.44, n° 1, Mars, disponible à :
http://www.nyu.edu/fas/institute/dri/Easterly/File/The_Big_Push_Deja_Vu.pdf.

Ebrahim-Zadeh, Christine, 2003, “Dutch Disease: Too Much Wealth Managed Unwisely,” *Finance et Development*, Vol. 40, No.1.

Eifert, Benn et Alan Gelb, 2005, “Improving the Dynamics of Aid, Towards More Predictable Budget Support,” World Bank Policy Research Working Paper 3732, disponible à : <http://www.spa-spa.org/resources/2005/ImprovingDynamics.pdf>.

European Network on Debt et Development, 2005, “EURODAD Submission to the World Bank/IMF 2005 PRS Review,” Bruxelles: EURODAD.

Fielding, David et George Mavrotas, 2005, “The Volatility of Aid,” Document de discussion n° 2005/06 (Helsinki: WIDER).

Fonds monétaire international, 2000, “IMF Executive Board Report to the IMFC on the Establishment of the Independent Evaluation Office (IEO) and its Terms of Reference,” disponible à : <http://www.imf.org/external/np/ieo/tor.pdf>.

_____, 2003a, “Operational Guidance Note for Staff on Letters and Statements Assessing Members’ Economic Conditions and Policies,” Mémorandum interne (Washington: Fonds monétaire international).

_____, 2003b, “Summary of Key Issues in Implementing the PRSP Approach and Suggestions for Staff,” Office Memorandum (Washington: International Monetary Fund).

_____, 2004, “The Role of the Fund in Low-Income Member Countries,” document préparé par le Département de l’élaboration et de l’examen des politiques, août (Washington: Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/np/pdr/2004/eng/081304.htm>.

_____, 2005a, “2005 Review of the Poverty Reduction Strategy Approach—Balancing Accountabilities and Scaling Up Results,” SM/05/331/ Supplement 1. (Washington: Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/091905s.htm>.

_____, 2005b, “The Acting Chair’s Summing Up of: 2005 Review of the Poverty Reduction Strategy Approach—Balancing Accountabilities and Scaling Up Results,” BUFF/05/154. (Washington: Fonds monétaire international).

_____, 2005c, “Review of PRGF Program Design,” SM/05/304, August (Washington: International Monetary Fund), disponible à : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/080805r.htm>.

_____, 2005d, “Monetary et Fiscal Policy Design Issues in Low-Income Countries,” SM/05/305 (Washington: Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/080805m.pdf>.

_____, 2005e, “The Macroeconomics of Managing Increased Inflows—Experiences of Low-Income Countries and Policy Implications,” SM/05/306, August (Washington: Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/0080805a.pdf>.

_____, 2005f, “Policy Support et Signaling in Low-Income Countries,” (Washington: Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/061005.pdf>.

- _____, 2005g, “Review of the 2002 Conditionality Guidelines—Selected Issues,” SM/05/82 (Washington: Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/0030405.htm>.
- _____, 2005h, “Operational Framework for Debt Sustainability Assessment in Low-Income Countries—Further Considerations,” SM/05/109 (Washington: Fonds monétaire international), disponible à : <http://siteresources.worldbank.org/INTDEBTDEPT/PublicationsAndReports/20478153/032805.pdf>.
- _____, 2005i, “Strategic Review of the Resident Representative Program,” EB/CB/05/2 (Washington: Fonds monétaire international).
- _____, 2005j, “Zambia—Selected Issues and Statistical Appendix,” (Washington, Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2006/cr06118.pdf>.
- _____, 2005k, “A Handbook for the Staff on PRGF Arrangements,” document préparé par le Département de l’élaboration et de l’examen des politiques, (Washington, Fonds monétaire international), disponible pour les agents du FMI à <http://www-int.imf.org/depts/pdr/PDR-Internal/PDR-Internal-Documents/PDR-Orientation/PRGF-Handbook.pdf>.
- _____, 2005l, “Implementation of the Policy Support Instrument”, SM/05/343, document préparé par le Département de l’élaboration et de l’examen des politiques et le Département juridique, (Washington, Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/090205.htm>.
- _____, 2005m, “IMF Executive Board Approves the Establishment of Policy Support Instruments for Aiding Low-Income Countries”, PIN/05/145, (Washington, Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2005/pn05145.htm>.
- _____, 2006, “The Federal Democratic Republic of Ethiopia—Selected Issues et Statistical Appendix,” (Washington, Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2006/cr06122.pdf>.
- Fonds monétaire international et Banque mondiale, 2004, “Strengthening IMF-World Bank Collaboration on Country Programs and Conditionality,” (Washington: Fonds monétaire international et Banque mondiale), disponible à : <http://www.imf.org/external/np/pdr/cond/2004/end/022404.pdf>.

- Ghosh, Atish, et Steven Phillips, “Inflation, Disinflation, and Growth,” IMF Working Paper 98/68, May, (Washington: Fonds monétaire international), disponible à : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/wp9868.pdf>.
- Gunning, Jan Willem, 2005, “Why Give Aid,” Communication révisée présentée à la deuxième conférence AFD-EUDN sur l’aide au développement: pourquoi et comment? Paris, Novembre 2004.
- Gupta , Sanjeev, Benedict J. Clements, Alexander Pivovarsky, et Erwin R. Tiongson, 2003, “Foreign Aid et Revenue Response: Does the Composition of Aid Matter?” Document de travail du FMI WP/03/176 disponible à : <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=6823.0>.
- _____, Robert Powell, et Yangzheng Yang, 2005, “The Macroeconomic Challenges of Scaling Up Aid to Africa,” IMF Working Paper WP/05/179, disponible à : <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=18547.0>.
- Hansen, Henrik et Finn Tarp, 2001, “Aid et Growth Regressions,” *Journal of Development Economics*, Vol. 64 (2001), pp. 547–570.
- Heller, Peter, S., 2005, “Pity the Finance Minister”: Issues in Managing a Substantial Scaling Up of Aid Flows,” IMF Working Paper WP/05/180, disponible à : <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=18539.0>.
- Hoffmann, Michael et Jürgen Zattler, 2006, “Mitigating the Risks of Increased ODA Flows,” in *Internationale Politik und Gesellschaft Online: International Politics and Society*, 2 (2006), H.2, S.S.27–42, édition électronique: Bonn, IPG-Redaction, disponible à : http://fesportal.fes.de/pls/portal30/docs/FOLDER/IPG/IPG2_2006/HOFMANN_ZATTLER.PDF.
- Independent Evaluation Group, 2004, “The Poverty Reduction Strategy Initiative: An Independent Evaluation of the World Bank’s Support Through 2003,” Independent Evaluation Group, (Washington: Banque mondiale), disponible à <http://www.worldbank.org/oed/prsp>.
- Lewis, Maureen, 2005, “Addressing the Challenge of HIV/AIDS: Macroeconomic, Fiscal et Institutional Issues, Working Paper 58, (Washington DC, Center for Global Development), disponible à : <http://www.cgdev.org/content/publications/detail/2730>.
- Lewis, Stephen, 2005, *Race against Time*, (Toronto: Anansi Press).
- Moss, Todd, Gunilla Pettersson, et Nicolas van de Walle, 2006, “An Aid-Institutions Paradox? A Review Essay on Aid Dependency and State Building in Sub-Saharan

- Africa’, Working Paper Number 74, (Washington DC, Center for Global Development), disponible à : <http://www.cgdev.org/content/publications/detail/5646>.
- Nkusu, Mwanza, 2004, “Are There Negative Returns to Aid? A Comment,” IMF Working Paper, WP/04/212, disponible à : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2004/wp04212.pdf>.
- OCDE-Secrétariat du CAD, 2005, “Baselines and Suggested Targets for the 12 Indicators of Progress—Paris Declaration on Aid Effectiveness,” (Paris: OCDE).
- OCDE, 2006a, Development Co-operation Report, *OECD Journal of Development*, February.
- _____, 2006b, Synthesis Report of the Joint Evaluation of General Budgetary Support.
- Organisation mondiale de la santé (OMS), 2001, ‘Macroeconomics et Health: Investing in Health for Economic Development’, Rapport établi par la Commission Macroéconomie et Santé, (Genève, Organisation mondiale de la santé), disponible à : http://www3.who.int/whosis/cmh/cmh_report/report.cfm?path=cmh_cmh_report&language=english.
- _____, 2003, “Increasing Investments in Health for the Poor, Macroeconomics in Context,” Second Consultation on Macroeconomics and Health (Genève, Organisation mondiale de la santé).
- _____, 2006, “Tough Choices: Investing in Health for Development. Experiences from National Follow-Up to the Commission on Macroeconomics and Health, CMH Support Unit,” (Genève, Organisation mondiale de la santé), disponible à : http://www.emro.who.int/cbi/PDF/ToughChoices_Report.pdf.
- Ooms, Gorik et Ted Schrecker, 2005, “Expenditure Ceilings, Multilateral Financial Institutions, and the Health of Poor Populations,” *The Lancet*, Vol. 365, May 21.
- Oxfam, 2005, “Beyond HIPC—Debt Cancellation et the Millennium Development Goals,” Oxfam Briefing Paper, 78.
- Projet du Millénaire des Nations Unies, 2005, “A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals,” disponible à : <http://www.unmillenniumproject.org//reports/index.htm>.
- Rajan, Raghuram G., et Arvind Subramanian, 2005, “What undermines Aid’s Impact on Growth?” IMF Working Paper WP/05/126, disponible à : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2005/wp05126.pdf>.

- Roodman, David, 2004, “The Anarchy of Numbers: Aid, Development, and Cross-country Empirics,” Working Paper No. 32, (Washington DC, Center for Global Development), disponible à : <http://www.cgdev.org/content/publications/detail/2745>.
- Sachs, Jeffrey, 2004, “Doing the sums on Africa,” *The Economist Magazine*, 20 mai 2004.
- _____, 2005a, *The End of Poverty: Economic Possibilities in Our Time*, Penguin Group USA.
- _____, 2005b, “It is time for fine words to give way to meaningful action,” Comment in *Financial Times*, 27 décembre.
- _____, 2006, “IMF can help to end shortfalls in aid that threaten death to the poor,” lettre au rédacteur en chef du *Financial Times*, 5 janvier.
- Save the Children, “The Impact of IMF Conditionality on Education Provision: Case Study Ethiopia,” Policy Review Paper, Save the Children UK, août.
- Shakow, Alexander, 2006, “Global Fund and World Bank HIV/AIDS Programs: A Comparative Advantage Study,” préparé pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis et Malaria) et le programme VIH/sida de la Banque mondiale (World Bank HIV/AIDS Program), disponible à : <http://siteresources.worldbank.org/INTHIVAIDS/Resources/375798-1103037153392/GFWBReportFinalVersion.pdf>.
- Trócaire, 2004, “The Other Side of the Coin—An Alternative perspective on the Role of the International Monetary Fund in Low-income countries,” Trócaire Policy Briefing Paper, September.
- University of Birmingham, 2005, *Joint Evaluation of General Budget Support 1994–2004: Burkina Faso, Malawi, Mozambique, Nicaragua, Rwanda, Uganda, Vietnam*, disponible à : <http://www.oecd.org/dataoecd/secure/4/40/34933196.pdf>.
- Wyplosz, Charles (2005), “Debt Sustainability Assessment: The IMF Approach and Alternatives,” communication présentée à la réunion des experts de la CNUCED sur la viabilité de la dette et les stratégies de développement des 26–28 octobre 2005 à Genève.